

**ARRETE MUNICIPAL**

**PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION**

**DG/FNV 2024.T744**

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE-sur-MER**,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1,  
L 2213-1 et suivants,  
Vu les articles du Code de la Route,  
Considérant la demande de l'**entreprise COUVERTURE NORMANDE** en date du 13 Décembre 2024 pour  
des travaux de couverture pour le compte de Madame BRAMI Karine (DP 014 715 24U0273 décision du  
09 Décembre 2024) **74 Boulevard d'Hautpoul** à Trouville-sur-Mer.  
Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement et la  
circulation Boulevard d'Hautpoul.

**ARRETE**

**Article 1 :** L'**entreprise COUVERTURE NORMANDE** est autorisée à la mise en place d'un **échafaudage tubulaire de 3 m x 0,80 m (soit 2,40 m<sup>2</sup>)** sur le trottoir au droit du **74 Boulevard d'Hautpoul**. Un balisage et une protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque d'accident avec les piétons et les automobilistes.

**Article 2 :** Le stationnement sera interdit sur **2 places** (10 m x 2 m soit 20 m<sup>2</sup> d'emprise) **face au 74 Boulevard d'Hautpoul soit au droit des 47 et 49 Boulevard d'Hautpoul** et sera réservé à l'entreprise COUVERTURE NORMANDE pour le stationnement de ses véhicules.

**Article 3 :** Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables **le Mercredi 15 Janvier 2025**.

**Article 4 :** La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place et entretenue par les Services Techniques Municipaux avec affichage de l'arrêté sur les panneaux de stationnement interdit**. Le présent arrêté Municipal devra être affiché par l'Entreprise COUVERTURE NORMANDE de façon visible sur le chantier.

**Article 5 :** La facturation pour la mise en place d'un **échafaudage** se fera selon les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 19 Décembre 2024 pour l'année 2025 à raison de 0,60 € m<sup>2</sup>/jour jusqu'à 30 jours et de 2,70 € m<sup>2</sup>/jour au-delà de 30 jours. La facturation de l'**occupation du domaine public pour le stationnement** se fera selon les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 19 Décembre 2024 pour l'année 2025 à raison de 2,65 € par m<sup>2</sup> par jour jusqu'à 10 m et à raison de 0,35 € par m<sup>2</sup> par jour au-delà de 10 m. La facturation de **deux panneaux d'interdiction de stationner** se fera selon les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 19 Décembre 2024 pour l'année 2025 et à raison de 8,00 € par panneau et par jour (les panneaux doivent être mis 48H avant la date de l'intervention, soit une facturation de 3 jours). **Un titre de recette sera émis et présenté à : Entreprise COUVERTURE NORMANDE SARL – 514 route des Portes du Pays d'Auge – 27230 THIBERVILLE (SIRET 352 535 710 00037).**

**Article 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

**Article 7 :** Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.

Fait à Trouville sur Mer, Le 20 Décembre 2024

Le Maire,  
Vice-Présidente de la CCCCJ  
  
Sylvie GASTANO

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.